

**Arrêté du ministre des travaux publics
et des communications n°2304 du 12 juillet 1974 fixant
la composition et le fonctionnement de la commission
de sécurité aérienne.**

Le ministre des travaux publics et des communication,

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382(10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile tel que modifié par le décret n°851-67du 18 kaada 1389(26 janvier 1970)et

Notamment ses articles 242 et suivant et suivants ;

Sur proposition du directeur de l'aire,

arrête :

ARTICLE PREMIER : la commission de sécurité aérienne instituée par l'article n° 242 du décret sus-visé n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile modifié par le décret n° 851-67 du 18 kaada 1389 (26 janvier 1970), est présidée par le directeur de l'air.

Elle comprend :

- | | |
|--|-----------------------|
| - Le chef du service de l'aéronautique civile | - président suppléant |
| - Le chef du centre national de contrôle de la sécurité aérienne | - membre |
| - L'ingénieur responsable du bureau des licences Au service de l'aéronautique civile | - membre |
| - Un représentant des forces royales air | - membre |
| - Un pilote de ligne désigné par le Ministre des Travaux Publics et des Communications | - membre |

ART 2 : La commission de sécurité aérienne se réunit sur convocation de son président et siège à la Direction de l'AIR 0 Rabat ou en tout autre lieu qui sera fixé par son président.

ART 3 : Le Directeur de l'Air notifié par lettre recommandée adressée au titulaire de la licence ou qualification les poursuites dont il est l'objet, lui fait connaître les griefs articulés à son encontre et le convoque devant la commission de sécurité aérienne.

L'intéressé mis en cause peut devant la commission se faire assister ou représenter par une personne de son choix, présenter des observations écrites ou orales et faire citer des témoins.

ART 4 : Si au jour fixé pour la réunion de la commission l'intéressé ne comparait pas ni se fait pas représenter, il peut être passé outre.

ART 5 : Si elle ne se juge pas suffisamment éclairée sur les faits reprochés à l'intéressé ou les circonstances dans lesquelles les faits ont été commis la commission peut ordonner un complément d'information sans que de nouveaux débats soient nécessaires après l'accomplissement de cette mesure.

ART 6 : La commission émet un avis motivé, pris à la majorité de ses membres, sur la sanction qu'elle propose au Ministre des Travaux Publics et des Communications.

ART 7 : Le Directeur de l'air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre des Travaux Publics
Et des Communications

Signé : A. TAZI